

COMMUNE DE SAMOËNS – 74340**Réglementation des espaces Freestyle
sur le domaine skiable de Samoëns
(saison 2022-2023)**

Le Maire de la Commune de Samoëns (Haute-Savoie) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 (5), L 2212-4, L 2213-4, L2 213-18 et L 2321-2 ;

VU la Loi n°2004-811 de modernisation de la sécurité civile en date du 13 août 2004 ;

VU la Loi n°99-291 relative aux polices municipales en date du 15 avril 1999 ;

VU la Loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes ;

VU les Normes NF S52-100 et NF S 52-102 ;

VU la Norme AFNOR NF S 52-107 ;

VU l'arrêté municipal n° 316/2022T relatif au P.I.D.A. ;

VU l'arrêté n° 324/2022T portant agrément du responsable de la sécurité et des secours et de son suppléant sur le domaine skiable ;

VU l'arrêté général du Maire n° 319/2022T relatif à la sécurité sur les pistes de ski ;

VU la délibération n°2022-12-06 en date du 05 décembre 2022 relative aux tarifs des secours sur pistes ;

VU l'avis de la commission municipale de sécurité en montagne en date du 06 décembre 2022,

CONSIDERANT que le Maire est chargé de la sécurité et de la mise en place des secours sur les pistes de ski ; que des espaces réservés à la pratique d'activités spécifiques de glisse « Freestyle » sont mis en place sur le domaine skiable et qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité des pratiquants dans ces espaces et celle des autres usagers des pistes de ski,

ARRÊTE**ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent arrêté a pour objet de réglementer la pratique de glisse « freestyle » sur les espaces à caractère ludique situés :

- « Septsnake » (zone du Plateau)
- « Zizipanpan » (Zone de Dahu)

ARTICLE 2 : DEFINITION

Un espace à caractère ludique réservé à la pratique d'activités spécifiques de glisse (« freestyle »), appelé « Espace freestyle » est une piste de ski spécifique aménagée, comportant des modules spécialement aménagés, composée d'un ou plusieurs parcours, réglementée, délimitée, balisée, contrôlée et protégée des dangers d'un caractère anormal ou excessifs, réservée à la pratique du freestyle.

ARTICLE 3 : DIFFICULTE DES MODULES ET DES PARCOURS

Les modules et/ou les parcours sont classés selon leur niveau de difficultés techniques dans des conditions météorologiques normales au moyen d'un code qui combine des couleurs et des lettres en capitales d'imprimerie :

- | | |
|-----------------------------------|-----------|
| - Modules ou parcours facile : | XS - VERT |
| - Modules ou parcours moyen : | S- BLEU |
| - Modules ou parcours difficile : | M - ROUGE |

Délais et voies de recours :

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

- Modules ou parcours très difficile : L - NOIR
- Modules ou parcours extrêmement difficile : XL – NOIR
- Modules ou parcours extrêmement difficile SUP : XXL - NOIR

Les deux niveaux de difficulté « XL » et « XXL » s'adressent à des pratiquants experts.

ARTICLE 4 : LIEU(X) DE PRATIQUE

Des espaces réservés à la pratique d'activités spécifiques de glisse « Freestyle » dénommés :

- « Septsnake » (zone du Plateau)
- « Zizipanpan » (Zone de Dahu)

sont mis à la disposition du public sur la station Samoëns, durant la période d'ouverture de la saison d'hiver de la station.

ARTICLE 5 : HORAIRES

Cet espace est ouvert uniquement pendant les heures d'ouverture du domaine skiable conformément à l'arrêté municipal général relatif à la sécurité sur les pistes de ski en vigueur.

En dehors de ces horaires d'ouverture, l'accès à ces espaces est interdit.

Sauf dans le cas où la gestion de l'espace est confiée à un tiers et accord particulier avec ce tiers, le service chargé de la sécurité des pistes assure l'ouverture, le contrôle et la fermeture quotidienne de ces espaces aux pratiquants.

Le contrôle de ces espaces a pour objet de vérifier, avant et pendant l'ouverture aux pratiquants, qu'il peut être ouvert et maintenu ouvert, et notamment :

- Que les modules et/ou parcours ne présentent pas de danger d'un caractère anormal ou excessif ;
- Que les dispositifs de balisage, de signalisation, d'information et de protection sont mis en œuvre ;
- Que les secours y sont assurés.

Ces espaces seront fermés en fin d'exploitation journalière, après vérification par tous moyens appropriés, qu'aucun pratiquant ne s'y trouve blessé ou en difficulté.

En cours d'exploitation cet espace pourra être fermé au public à partir du moment où son contrôle montrerait que la sécurité des pratiquants n'y serait plus assurée.

Cet espace est déclaré ouvert ou fermé au public pendant la période d'exploitation.

La fermeture est matérialisée par un dispositif adapté.

Dès lors que ces espaces sont déclarés « fermés », ils ne sont plus ni contrôlés, ni protégés, ni surveillés.

ARTICLE 6 : BALISAGE - SIGNALISATION

Les espaces réservés à la pratique d'activités spécifiques de glisse sont délimités et signalés par un dispositif approprié.

Les pratiquants et/ou leurs accompagnants, doivent prendre connaissance des conditions d'utilisation et de la signalisation de ces espaces telles que définies dans le règlement intérieur affiché au départ ou à l'entrée des espaces, afin d'apprécier leur aptitude à utiliser les modules ou parcours proposés.

Il est interdit d'utiliser, d'enlever ou de détériorer les dispositifs de balisage, de signalisation et de protection.

Les articles de l'arrêté municipal général de sécurité sur les pistes de ski en vigueur, non contraires aux présentes dispositions, sont applicables à ces espaces.

ARTICLE 7 : ACTIVITES DE GLISSE AUTORISEES

L'accès aux pistes est interdit aux personnes non chaussées de ski ou utilisant un appareil ou engin de déplacement sur neige motorisé.

Délais et voies de recours :

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Sont interdit :

- Les piétons ;
- Les randonneurs à ski dans le sens de la montée ;
- Les raquettes ;
- Les luges et engins de glisse assimilés (paret, snowtubing, airboard, X-bike, snowscoot, véloski, snowskate, Yooner, Snooc...) ;
- Les animaux (sauf les chiens de recherche en avalanche) ;
- Les motoneiges et véhicules terrestres à moteur au sens large non autorisés ;
- Le ski de Fond ;
- Les personnes chaussées de ski ou d'un équipement de glisse autorisé transportant un bébé dans un porte-bébé.

Tous les équipements de glisse autorisés doivent être équipés d'un système de freinage ou être rendus solidaires de leurs utilisateurs par un dispositif adapté. Dans le cas contraire, ils ne sont pas autorisés à emprunter ces espaces.

Les engins et matériels d'entretien, de sécurité et d'exploitation de ces espaces et de secours peuvent y circuler dans les conditions prévues à l'article 12 de l'arrêté général de sécurité sur les pistes de ski en vigueur.

ARTICLE 8 : REGLES DE SECURITE

Le port du casque et de protections dorsales, conforme aux normes en vigueur, est fortement recommandé.

Il est conseillé de procéder à un parcours de reconnaissance à faible vitesse avant d'utiliser les parcours et/ou modules.

Sur ces espaces, les pratiquants doivent se prémunir des dangers normaux liés à la pratique du freestyle et respecter les règles de conduite du skieur, ainsi que les règles fixées par l'annexe A de la Norme AFNOR NF S 52-107, en particulier :

- Les pratiquants doivent respecter la signalisation, les horaires de fermeture, les consignes de sécurité et ne pas emprunter de module et/ou parcours fermés,
- Respecter le sens de circulation,
- Ne pas stationner dans les aires zones de survol, de réception, ou le long du parcours

Les règles de sécurité sont affichées à l'entrée de l'espace réservé à la pratique d'activités spécifiques de glisse sous la forme de « consignes de sécurité-information du public » selon l'exemple de l'annexe A de la dite norme. Les usagers devront s'y conformer.

Les recommandations visées dans l'arrêté municipal de sécurité sur les pistes de ski alpin n° 319/2022T non contraires aux présentes recommandations sont applicables au sein de ces espaces.

ARTICLE 9 : ORGANISATION DES SECOURS

La sécurité et les secours sur les pistes de ski sont assurés par des pisteurs secouristes qualifiés, dotés des matériels nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, notamment des matériels permettant l'alerte aux secours, les premiers soins, le transport et l'évacuation des blessés.

Le numéro d'alerte est le 112, 15, 18.

ARTICLE 10 : SANCTIONS

Les contraventions au présent arrêté feront l'objet de procès-verbaux dressées par les officiers et agents de police judiciaire et agents de police judiciaire adjoints en application des dispositions de l'article R610-5 du Code pénal.

ARTICLE 11 : EXECUTION

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de Taninges-Samoëns, Monsieur le Commandant du PGHM, Monsieur le Directeur Général de Grand-massif Domaines Skiables (GMDS), Madame la Directrice du domaine skiable GMDS, Monsieur le Chef de la sécurité des Pistes du domaine skiable et son adjoint, Monsieur le Chef d'Exploitation du domaine skiable GMDS, la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché aux emplacements habituels, ainsi qu'en tous les lieux appropriés.

Délais et voies de recours :

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

ARTICLE 18 : AMPLIATION

Conformément à l'article L2131-1 du code général des collectivités territoriales, ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Bonneville
- Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Taninges/Samoëns
- Monsieur le Directeur Général de Grand-massif Domaines Skiables (GMDS)
- Madame la Directrice du domaine skiable GMDS
- Monsieur le Chef de la sécurité des Pistes du domaine skiable et son adjoint
- Monsieur le Chef d'Exploitation du domaine skiable GMDS
- La Police Municipale
- L'Office du Tourisme
- Messieurs les Directeurs des Ecoles de skis
- Monsieur le Président du Ski Club de Samoëns

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

074-217402585-20221212-AR321-2022-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/12/2022

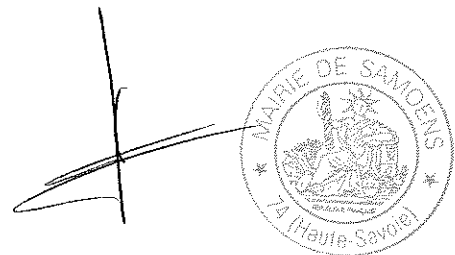
Affichage : 15/11/2022

Pour l'autorité compétente par délégation

Fait à SAMOENS, le 12 décembre 2022.

Le Maire,

Jean-Charles MOGENET



Délais et voies de recours :

Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).